

L'entrevue - Redessiner l'architecture mondiale

CLAUDE LÉVESQUE

Édition du lundi 12 novembre
2007

Mots clés : appauvrissement, classes dirigeantes, capitalisme, Mondialisation, Économie, Québec (province)

L'économiste et sociologue Ricardo Petrella parle de trahison et d'indignité des classes dirigeantes



Photo: Pedro Ruiz

Adversaire bien connu de la mondialisation ultralibérale, Ricardo Petrella affirme que notre système économique, de même que nos choix politiques, que ce soit en matière technologique, sociale ou culturelle, «sont profondément inspirés» par l'idée que l'appauvrissement du plus grand nombre est inévitable.

Selon l'intellectuel de «gauche», cette idée est véhiculée par le discours dominant, qu'il appelle la «théologie capitaliste universelle», un discours basé sur la foi dans la technologie, la confiance dans le capitalisme et l'idée selon laquelle le changement est devenu

impossible dans le monde complexe qui est le nôtre.

Ce discours est selon lui truffé de contradictions: «Les classes dirigeantes parlent de paix, mais elles font la guerre; de justice, mais elles pratiquent l'exclusion; de créativité, mais elles excluent tous ceux qui ne créent pas de richesse financière; d'amitié, mais elles mettent en place des conditions qui suscitent les oppositions; de qualité de vie tout en acceptant que 2,6 milliards de personnes vivent sans latrines», dit-il.

Hypocrisie? Petrella va plus loin, parlant de «trahison» et d'«indignité»: «J'utilise le mot trahison par rapport à tous les idéaux constitutionnels de nos sociétés. Toutes les constitutions expriment des principes fondamentaux, des droits. Or les classes dirigeantes trahissent leur responsabilité de servir le peuple parce qu'elles sont dans une logique de renforcement oligarchique.»

À cette «théologie», l'économiste et sociologue oppose un discours qui reste à définir, mais qui serait basé sur des principes plus inclusifs. C'est le sujet de son dernier ouvrage, publié aux éditions Écosociété, Pour une nouvelle narration du monde.

Les inégalités et les rapports de pouvoir ne sont pas nouveaux dans l'histoire de l'humanité, reconnaît celui qui a fondé en 1991 le Groupe de Lisbonne, dont le but était de réfléchir sur les conséquences de la vague de mondialisation qui commençait alors à déferler.

«Ce que je trouve en partie nouveau, c'est que, à l'époque où nos classes dirigeantes affirment la puissance libératrice de la technologie, de l'économie, des échanges et de l'information, au lieu d'en tirer les conséquences sur le plan du respect, de la compréhension, du vivre-ensemble, elles amplifient au contraire les raisons du rejet de l'autre et les mécanismes d'exclusion des plus faibles.

«Dans le passé, les classes dirigeantes au pouvoir dans le monde

occidental disaient vouloir aider les pauvres, qu'elles considéraient comme les "élus de Dieu". Aujourd'hui, au contraire, on dit: je veux éliminer la pauvreté, je veux en éradiquer les causes. Puis on ne fait que créer les conditions pour que l'appauvrissement du plus grand nombre soit la condition nécessaire à l'enrichissement des peuples, poursuit-il.

La puissance et l'exclusion

Les rapports fondés sur la puissance et l'exclusion s'exercent, selon lui, aussi bien à l'intérieur des sociétés nationales qu'au niveau des relations internationales. C'est dans cette optique qu'il est venu prononcer au Québec une série de conférences dans le cadre des Journées de la solidarité de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI).

«Plus on se mondialise et plus on a besoin d'une démocratie représentative à l'échelle mondiale», affirme Ricardo Petrella, qui dénonce une autre «trahison» de la part des «classes dirigeantes»: «Plus elles proclament la mondialisation, plus elles veulent affirmer la souveraineté stato-nationale.

«Je ne parle pas de la souveraineté que chercherait le peuple québécois, qui a été privé de reconnaissance en tant qu'État alors que le principe de l'autodétermination des peuples ne se limite pas à ceux qui ont déjà eu leur État. Je parle de la souveraineté nationale qui prétend résoudre les problèmes mondiaux, ce qui est fortement contradictoire.»

L'exemple le plus parfait de cette attitude serait fourni par les États-Unis, «qui s'opposent aux traités internationaux et à toute forme de multilatéralisme».

«Cette trahison s'approche un peu d'un acte criminel lorsque, devant tous ces problèmes mondiaux qui appellent la vraie solidarité et la vraie responsabilité commune, les dirigeants américains ont le culot

d'affirmer: "The American way of life is not negociable." »

Autre signe d'exclusion, de l'autre côté de l'Atlantique cette fois: l'adoption par l'Union européenne d'une carte bleue inspirée de la green card américaine, qui limite le droit d'immigrer aux détenteurs de diplômes de haut niveau.

Selon Ricardo Petrella, il est un peu facile de dire que les peuples ont les gouvernements qu'ils méritent. «Nous savons pertinemment que l'opinion publique aujourd'hui n'a pas une capacité autonome de jugement et d'évaluation parce que l'information politique est produite par de grosses structures de pouvoir qui véhiculent tout un système de valeurs.»

M. Petrella, qui aime manier l'anecdote aussi bien que l'ironie, cite l'exemple d'une publicité sous forme de dessin animé qui a été utilisée récemment en Suisse par le politicien anti-immigration Christoph Blocher, mettant en scène un mouton blanc et des congénères noirs. «C'était tellement génial et beau que j'aurais presque été prêt à chasser tous les moutons noirs du pays.»

La démocratie représentative

Quelle solution choisir devant le décalage entre les institutions et les citoyens et à la méfiance réciproque qui caractérise les relations au sein de la cité? La démocratie représentative est-elle réformable?

«Je suis un défenseur acharné de la démocratie représentative parce que je pense que ce fut une des plus grandes conquêtes politiques et sociales des sociétés européennes et occidentales. Je constate d'autre part -- et c'est cela qui m'attriste -- qu'elle est non seulement anémique, mais en état de dépérissement.»

Petrella croit que l'on peut lutter contre cette tendance en établissant «une démocratie directe qui renforce la démocratie représentative». «Je pense que plus les problèmes deviennent mondiaux, plus la

démocratie représentative devient une ancre permettant [...] aux principes de liberté et de justice d'avoir un sens.»

Ricardo Petrella reconnaît que le mouvement altermondialiste, incarné notamment par le Forum social, n'a pas réussi à élaborer des solutions concrètes aux problèmes de la planète. «Nous sommes tellement bêtes que nous ne profitons pas de cette grande occasion de travailler ensemble. Chacun soigne sa visibilité, travaille de son côté. On n'a pas réussi au bout de sept ans à générer une logique de convergence sur des projets opérationnels communs portant sur un nombre limité d'objectifs. Le Forum demeure toujours l'occasion de raconter ses propres expériences, ce qui est déjà enrichissant, mais il n'a pas, comme le marché financier et les grandes multinationales, trouvé la capacité d'agir.»

L'eau, un bien commun

Auteur, conférencier et professeur à l'Université catholique de Louvain, en Belgique, Ricardo Petrella a également fondé l'Association pour un contrat mondial de l'eau. Son «opposition» à la privatisation de l'eau, qui reflète selon lui une marchandisation de la vie, est bien connue.

«Il faut reconnaître que l'eau, les forêts, et le capital biotique qu'elles contiennent, sont des biens communs. Nous ne les avons pas inventés, c'est la planète qui l'a fait. Il y a 2000 ans, Ovide a écrit quelque chose d'extraordinaire: " La nature n'a point voulu que le soleil, l'air et l'onde soient la propriété d'un seul ".»

Les privatisations de l'eau et de la connaissance sont les plus scandaleuses de l'avis de M. Petrella: «L'eau est la vie biologique, la connaissance est la vie spirituelle.»

Sur ce dernier point, il trouve quand même un réconfort dans la diffusion des rapports du Groupe d'experts internationaux sur l'évolution du climat (GIEC). «Les rapports du GIEC, produits par 3000

scientifiques qui ont travaillé ensemble, constituent une formidable illustration du fait que la connaissance est un bien commun mondial. Imaginez quels auraient été les résultats si les travaux sur le climat avaient été faits par des scientifiques travaillant pour des entreprises?»

Plus que le réchauffement climatique et les pressions sur les ressources naturelles, c'est selon lui l'absence d'une «architecture mondiale» permettant de mobiliser les ressources et de résoudre ces problèmes qui menace l'humanité.